

# Réunion du Grand Débat National du 05 février 2019 à Bormes les Mimosas (Var) - synthèse

## Thème de la soirée : la fiscalité et les dépenses publiques

### **Question n°1 : Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?**

Une information objective et attractive doit être apportée sur le thème : « A quoi sert l'impôt ? Où va l'argent ? »

Cette information pourrait être jointe à la feuille d'impôt, avec un descriptif de ce que finance l'impôt payé par la personne. Cette information pourrait aussi venir d'une vulgarisation de la cour des comptes avec la publication et diffusion sur tout support matériel et numérique. De manière redondante, il est important de largement diffuser l'information sur internet sur l'utilisation des impôts, en la simplifiant sous forme de tableau avec une base d'impôt de 1 000 € et en indiquant combien revient aux différentes collectivités, combien revient aux différents ministères.

Par conséquent, il faut une transparence totale sur les dépenses de l'Etat grâce à une information claire notamment sur internet.

Cette information pourrait aussi provenir dès l'école par un apprentissage et des cours sur l'économie publique y compris le budget de l'Etat.

Concernant les dépenses sociales, chaque individu doit savoir combien il coûte à la société.

Il est proposé le changement du nom du « *Ministère de l'Economie et des Finances* » en « *Ministère des Economies* » qui proposerait un compte rendu annuel sur ces économies.

Tous ces propositions sont faites pour que le citoyen ne soit pas laissé pour compte.

Il est rappelé que ce débat a lieu grâce au mouvement des « Gilets Jaunes ».

### **Question n°2 : Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?**

Les idées, par ordre décroissant de redondance, sont les suivantes :

- Elargir l'impôt sur le revenu afin que tout le monde paye cet impôt même simplement quelques euros. Cela permettrait remettre une égalité devant l'impôt, même si elle n'est que symbolique, afin que tout le monde paye en fonction de ses moyens. Par ailleurs, il est proposé la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu (IR) au-delà de 50 %, voire la création de 10 à 15 tranches avec une progressivité de 2 à 50%.
- Suppression, limitation ou plafonnement des niches fiscales notamment pour les hauts revenus, le tout sans toucher les niches fiscales concernant la protection de l'environnement ou les créations d'emploi.
- Appliquer un taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 0% (ou, au minimum, le baisser) pour les produits de première nécessité ;
- Augmenter le taux de TVA sur les produits de luxe ;
- Mettre fin au foyer fiscal grâce à l'individualisation de l'impôt sur le revenu (soit que chacun paye selon ses propres revenus) ;
- Imposer tous les revenus pour responsabiliser les citoyens ;
- Imposer les entreprises multinationales telles que les GAFAM, qui réalisent des profits en France, selon leur chiffre d'affaires dans notre pays ;
- Contrôler l'évasion fiscale ;
- Remise en place de l'impôt sur la fortune (ISF) sur les capitaux non réinvestis.
- Eviter d'être imposé une deuxième fois ;
- Fiscaliser toutes les prestations ;
- Fusionner l'IR et la Contribution Sociale Généralisée (CSG) ;
- Ne pas donner un crédit financier si le projet demandant un crédit ne crée pas d'emploi ;

- Imposer davantage les retraités qui s'expatrient pour payer moins d'impôts ;
- Taxer davantage « *le rentier sur son patrimoine que le retraité sur son travail* » ;
- Taxer les stocks option
- Taxer les transactions spéculatives à court terme plus que les investissements industriels à long terme ;
- Taxer les entreprises qui utilisent des robots.
- Unifier la fiscalité des taux et de l'assiette en Europe.

Un groupe a indiqué que l'impôt ne peut être juste et efficace à la fois.

### **Question n°3 : Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :**

La réponse revenant le plus est réduire la dépense publique (à environ 75 %), puis « *faire les deux en même temps* » (c'est à dire réduire la dépense publique et augmenter les impôts). Personne n'a indiqué qu'il faut seulement augmenter les impôts.

Pour la réduction de la dépense publique, un groupe a donné comme exemple, la réduction des émoluments des parlementaires et des hauts fonctionnaires.

Des participants ont indiqué ne pas être d'accord avec ces options, ou que la question était ridicule ou biaisé. Certains ont indiqué que la question était inintéressante car la solution se trouve dans une meilleure répartition de l'impôt.

### **Question n°4 : Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?**

Les baisses prioritaires proposées, par ordre décroissant de redondance, sont les suivantes :

- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité (plus de 3 redondances) ;
- Supprimer le reliquat de la taxe d'habitation (TH) ou au minimum le baisser ;
- Baisser les impôts fonciers ;
- Fusionner l'IR et la CSG ou baisser l'IR et la CSG pour les classes moyennes ;
- Baisser les charges salariales
- Baisser l'impôt sur les sociétés (IS), à condition que les sociétés réinvestissent ou sous condition d'embauches ;
- Baisser le prix des services publics « qui permettent aux citoyens de vivre dignement » tels que les services à la personne ;
- Baisser la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
- Baisser l'impôt sur les successions ;
- Baisser les taxes sur les droits de succession et sur le patrimoine professionnel ;
- Baisser les taxes sur le carburant et les taxes sur l'énergie ;
- Mieux répartir le taxe sur les ordures ménagères entre la taxe foncière et la taxe d'habitation ;

### **Question n°5 : Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?**

La moitié de la salle a répondu que les dépenses publiques à réduire en priorité sont les dépenses de l'Etat ; ensuite viennent les dépenses des collectivités territoriales puis les dépenses sociales.

Une bonne partie des participants ont répondu « Je ne sais pas » car ils ne souhaitent pas répondre à la question.

D'autres propositions ont été faites comme la réduction des dépenses de sécurité ou la réduction du nombre de fonctionnaires d'Etat et territoriaux.

## **Question n°6 : parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?**

Les propositions sont multiples, bien au-delà des réponses proposées. Ainsi, il est proposé :

- La simplification du mille-feuille de l'organisation territoriale, avec la suppression notamment du Conseil départemental ;
- La restructuration de l'administration permettant une diminution des frais de fonctionnement ; une augmentation de la productivité de l'Etat et des Collectivités territoriales, une baisse du nombre de fonctionnaires territoriaux ;
- La chasse au gaspillage ;
- La diminution des dépenses dans le domaine de la culture ou les travaux publics ;
- La chasse aux doublons ou aux triplons (pour tout le monde) ;
- Un retour sur le principe de précautions « *qui nous empêchent de travailler* »

Concernant les choix possibles, les personnes ont répondu dans un ordre décroissant de redondance :

- La défense, environ 25 % ;
- Les transports, environ 25 % ;
- La politique du logement, environ 20 %, tout en précisant que les économies doivent être faites sur les Aides Personnalisées pour le Logement (APL) ou la construction de logements sociaux ;
- La sécurité ;
- L'environnement ;
- L'éducation nationale.

## **Question n°7 : Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous :**

La proposition de reculer l'âge de la retraite revient le plus souvent (chez plus de 50 % des participants), puis vient ensuite l'augmentation du temps de travail (chez 30 % des participants). L'augmentation des impôts est citée sur une table.

Pour la réponse concernant le fait de revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales, il est précisé :

- la fin de l'aide aux réfugiés et du contrôle d'accès à la sécurité sociale ;
- la fin du chômage ou du Revenu de solidarité Active (RSA) ;
- la fin de l'Aide médicale de l'Etat (AME),
- la fin de Couverture Médicale Universelle (CMU),
- la fin des aides de la Caisse d'allocations familiales,
- la fin des aides aux associations,
- la fin de l'APL, car cela fait augmenter les loyers ;
- la vérification que chaque personne qui a un HLM en ait vraiment le droit ;
- la fin des médicaments-placebos ;
- la fin du « droit au soin »

Il est ajouté à partir de la case « autres » :

- la suppression de la prime de rentrée scolaire en préférant les bons d'achat ;
- la lutte contre l'absentéisme de tout le monde ;
- la suppression de la prime d'activité « injuste » ;
- la suppression du chômage ;
- la retraite choisie après 62 ans ;
- la fraude à la sécurité sociale (25 milliards par an) ;
- la fraude fiscale (entre 80 et 100 milliards par an) ;
- la dégressivité des aides en fonction des ressources ;
- le bénéfice des allocations familiales qu'à partir de 3 enfants ;
- l'augmentation du « *volume collectif de travail mais pas le volume individuel* »

## **Question n°8 : Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?**

Les domaines cités sont :

- le handicap notamment moteur, ainsi que les invalides ;
- les soins dentaires ;
- les soins auditifs ;
- les dépenses concernant la vue (lunettes) ;
- les personnes âgées ;
- la dépendance et les aidants ;
- la protection sociale des plus démunis ;
- la prévention des risques sociaux et médicaux,
- l'aide aux réfugiés venant en bateau ;
- l'aide aux mal logés
- l'éducation et l'apprentissage professionnel
- la santé
- les familles monoparentales
- la vieillesse : ainsi, mettre fin au scandale des tarifs trop élevés des maisons de retraite publics par rapport aux montants des retraites des personnes âgées ;
- la suppression des zones blanches (médicales) ;

Par ailleurs, d'autres propositions ont été faites comme la diminution des médicaments de confort

## **Question n°9 : pour quelle(s) politique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?**

Les domaines d'action sont variés :

- l'action en faveur d'une meilleure qualité de l'éducation et de la formation,
- l'aide aux handicapés,
- l'aide aux associations caritatives,
- les domaines de la santé et de la dépendance (maisons de retraite et aides à domicile),

Une bonne partie des participants a répondu « *aucun domaine* » et a insisté sur une meilleure répartition de l'impôt ou une meilleure gestion (notamment en réduisant les salaires des hauts fonctionnaires ou en supprimant le Sénat ou le Conseil Economique Social et Environnemental)

Une table a indiqué le fait « *de plus participer si on a un meilleur salaire* ».

## **Question n°10 : seriez-vous à payer un impôt pour encourager un comportement bénéfique à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac et l'alcool ?**

80 % a répondu « NON ». Pour les 20 % restants, les réponses « OUI » sont le plus souvent sous réserve de maintenir un équilibre global de la fiscalité, ou sous réserve de faire payer les pollueurs tels que les « avions, camions et navires », et reverser les sommes aux domaines concernés (sécurité sociale et écologie). Un « OUI » ne concerne que le tabac et l'alcool.

Une table a répondu « Pas d'impôt ».

## **Question n°11 : Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquelles vous souhaiteriez vous exprimer ?**

Les réponses proposées sont les suivantes :

- Réduire le train de vie de l'Etat ;
- Réduire ou supprimer les comités « Théodule » ;
- Suppression du Conseil départemental ;

- Réduire et repenser le mille-feuille territorial ;
- Avoir une action efficace sur les niches fiscales et les paradis fiscaux
- Contrôler les dépôts de bilan en contrôlant les abus (absence de paiement des créanciers pénalisés)
- Diminuer les dépenses de sécurité publique au profit des dépenses de justice
- Réduire le mille-feuille administratif (suppression du Conseil départemental) ;
- Réduire le nombre de parlementaires non actifs ;
- Suppression des organisations inutiles (CESE, agences d'état (au nombre de 1250)) ;
- Inciter les entreprises à se relocaliser en France ;
- Indemniser le chômage en fonction de la durée de cotisation ;
- Baisser les plafonds de l'indemnité chômage ;
- Maintenir le principe de la retraite par répartition ;
- Prévoir les modalités de répartition des points dans le cadre de la réforme de la retraite par points avec des facteurs de correction concernant la pénibilité et le côté linéaire ;
- Appliquer un nombre de mandats limité dans le temps ;
- Décupler les deux élections législatives et présidentielles ;
- Connaître la dépense à l'euro près
- Renforcer le rôle de la région ;
- L'impôt le plus juste, c'est la TVA ;
- Diminuer le train de vie de l'état
- Diminuer le nombre d'autorités administratives indépendantes et la rémunération de leurs dirigeants.
- Diminuer les avantages des anciens Présidents de la République et des anciens Premiers Ministres
- Diminuer le nombre de députés et de sénateurs : contrôler leurs dépenses avec un remboursement sur justificatifs contrôlés (bien que cela ait été amélioré)
- Diminuer la rémunération des employés du sénat
- Limiter le nombre de mandats locaux dans le temps pour chaque mandat local
- Supprimer le CESE
- Indexation des retraites sur le coût de la vie ;
- Abolition des différents régimes de retraite ;
- Alignement des retraites du privé sur le public
- Ne pas rétablir l'ISF : création d'une tranche d'impôt supplémentaire sur les hauts revenus (les milliardaires - 70 %)
- Reformuler l'allocation de rentrée scolaire en la distribuant sous forme de bons d'achat pour le matériel scolaire
- Généralisation de l'IR pour tous (y compris ceux qui touchent les aides de l'état) : assujettissement universel
- Baisse de l'IR pour les 16,5 millions de foyers imposables
- Suppression de l'AME (aide médicale d'état)
- Attribution de la CMU au cas par cas
- Egalité totale entre salariés du public et du privé y compris les jours de carence.